



Par courrier électronique :

Le 29 septembre 2020

**OBJET : Demande d'accès à l'information-réponse
N/dossier : 74146 / 2020-3**

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande reçue le 22 septembre 2020 et qui se lit comme suit :

[...]

Obtenir le montant versé par l'aide juridique à des avocats de la défense qui ont obtenu des mandats d'aide juridique, par année, depuis les 10 dernières années à ce jour, le 22 septembre 2020. SVP ventiler par année le nombre de mandats octroyés à des avocats/cabinets d'avocats, la valeur totale de tous ces mandats confiés _____ \$.

[...]

Décision

Dans un premier temps, nous désirons porter à votre attention que la période financière de la Commission des services juridiques s'échelonne du 1er avril au 31 mars de chaque année.

Ainsi, nous donnons suite à votre demande par année d'exercice. De plus, les informations visées par votre demande sont disponibles dans les rapports annuels de gestion de la Commission des services juridiques. Nous vous invitons donc à y effectuer votre recherche en consultant le lien suivant :

<http://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/salle-de-presse/publications-sp/fr>

Nous vous référons plus particulièrement au tableau 4B pour votre question concernant le nombre de mandats octroyés à des avocats/cabinets d'avocats de la pratique privée et aux états financiers de la Commission des services juridiques pour la valeur totale des mandats confiés.

... 2



Vous trouverez ci-après un tableau avec les pages pertinentes des rapports de gestion visés par votre demande :

ANNÉE FINANCIÈRE	TABLEAU 4B (page)	ÉTATS FINANCIERS (page)
2019-2020	66	146
2018-2019	66	141
2017-2018	84	118
2016-2017	76	107
2015-2016	64	94
2014-2015	61	91
2013-2014	59	89
2012-2013	61	92
2011-2012	57	87
2010-2011	59	87

Vous trouverez ci-joint copie de l'article de loi sur lequel se fonde notre décision.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé *Avis de recours*.

Nous vous prions d'agréer, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(Original signé)

M^e Richard La Charité
Secrétaire de la Commission et
Responsable de l'accès à l'information
et de la protection des renseignements personnels



Chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

[...]

13. Le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et ayant fait l'objet d'une publication ou d'une diffusion s'exerce par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance ou par l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter ou de se le procurer là où il est disponible.

De même, le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et devant faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion dans un délai n'excédant pas six mois de la demande d'accès, s'exerce par l'un ou plusieurs des moyens suivants:

1° la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance;

2° l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter là où il est disponible ou de se le procurer lors de sa publication ou de sa diffusion;

3° le prêt du document, à moins que cela ne compromette sa publication ou sa diffusion.

Le présent article ne restreint pas le droit d'accès à un document diffusé conformément à l'article 16.1.

1982, c. 30, a. 13; 1990, c. 57, a. 5; 2001, c. 32, a. 83; 2006, c. 22, a. 7.

[...]



Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*)

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél: 418 528-7741
Télé: 418 529-3102

MONTRÉAL

Bureau 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Tél: 514 873-4196
Télé: 514 844-6170

Numéro sans frais
1 888 528-7741

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).